



ACADÉMIE DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES

LETTRE D'INFORMATION – Mardi 6 janvier 2015

Programme des séances de l'année 2015 sous la présidence de **Chantal Delsol**

12 janvier	Père Thierry-Dominique HUMBRECHT (O.p.) Professeur de théologie et de philosophie	<i>La fin de la chrétienté</i>
19 janvier	Yves COPPENS Membre de l'Académie des sciences	<i>La religion des hommes du Paléolithique</i>
26 janvier	Haïm KORSIA Membre de l'Académie (Section Morale et Socio.)	<i>Judaïsme : rite et intégration</i>
2 février	Pierre CAYE Directeur de recherche au CNRS	<i>La religion comme critique des théologies sauvages</i>
2 mars	François d'ORCIVAL et Alain DUHAMEL Membres de l'Académie (Section Hist. & Géogr.)	<i>Médias : un pouvoir sans contre-pouvoir ?</i>
9 mars	Vincent GOOSSAERT Directeur d'études en sciences religieuses, EPHE	<i>La situation des religions en Chine</i>
16 mars	Philippe LEVILLAIN, Membre de l'Académie (Section Hist. & Géogr.)	<i>Réformer la Curie romaine : jusqu'où ?</i>
23 mars	Marcel GAUCHET Directeur d'études à l'EHESS	<i>La religion de sortie de la religion</i>
30 mars	Sébastien FATH Chercheur au CNRS	<i>Géopolitique de l'Évangélisme</i>
4 mai	Père Pascal GOLLNISCH Directeur général de L'Œuvre d'Orient	<i>Persécutions contre les Chrétiens au Moyen-Orient</i>
11 mai	Jean-François MAYER Directeur de l'Institut Religioscope	<i>Les différents pays européens face aux sectes</i>
18 mai	André COMTE-SPONVILLE Philosophe, membre du Comité consultatif national d'éthique	<i>Athéisme, sagesse et spiritualité</i>
1 ^{er} juin	Père Bernard BOURDIN (O.p.) Professeur à l'Université de Metz	<i>Les défis de la théologie politique dans la modernité</i>
8 juin	Jean BAUBÉROT Président d'honneur de l'EPHE	<i>La laïcité en France</i>
15 juin	Dominique FOLSCHNEID Professeur de philosophie émérite	<i>Destin de l'athéisme</i>
22 juin	Jean-Noël DUMONT Professeur, créateur du Collège Supérieur, centre de réflexion et de formation	<i>La poésie religieuse de Péguy</i>
29 juin	Thierry GONTIER Professeur de philosophie morale et politique à l'Université Lyon III	<i>Voegelin et les religions politiques</i>
6 juillet	Mohammed Ali AMIR-MOEZZI Directeur d'études à l'EPHE	<i>Sunnites et Chiïtes, aux origines de l'orage</i>
21 septembre	Rémi BRAGUE, Membre de l'Académie (Section Philosophie)	<i>Religion et politique en islam</i>
28 septembre	Paul CLAVIER Maître de conférences à l'ENS Ulm	<i>La création sans le créationnisme</i>
5 octobre	François MAILLOT Directeur général de la Procure	<i>Le mouvement Radical Orthodoxy</i>
12 octobre	<i>En attente de confirmation</i>	
2 novembre	Ramine KAMRANE Chercheur au CHSPM	<i>L'autorité, obstacle ou condition de la réforme</i>
9 novembre	Aude de KERROS Graveur, peintre, essayiste	<i>L'art contemporain et le sacré</i>
16 novembre	Séance publique annuelle sous la Coupole de l'Institut (sur invitation)	Discours du Président, lecture du Palmarès 2015 et discours du Secrétaire perpétuel
23 novembre	Emmanuel GABELLIERI, Prof. de philosophie à l'Université catholique de Lyon	<i>Enracinement, religion et mystique chez Simone Weil</i>
30 novembre	Agnès ANTOINE Professeur à l'EHESS	<i>Religion et politique chez Tocqueville</i>
7 décembre	Père Jérôme ROUSSE-LACORDAIRE (O.p.) Éditeur aux Éditions du Cerf	<i>La franc-maçonnerie est-elle une religion ?</i>
14 décembre	Bertrand VERGELY Philosophe et théologien	<i>L'église orthodoxe face à l'humanisme</i>



Honneurs et distinctions

- **Gabriel de Broglie**, Chancelier de l'Institut, a remis les insignes de Grand Officier de l'ordre national du Mérite à **Bertrand Collomb**, le lundi 5 janvier, dans le salon Édouard Bonnefous.
- Par décret du 31 décembre 2014, sont promus dans l'ordre de la Légion d'honneur :
 - Grand-Croix, **Jean-Louis Crémieux-Brilhac** (correspondant) ;
 - Officier : **Christian Poncelet, Jean Tirole, Ghislaine Alajouanine** (correspondante).

À savoir

- Du 17 au 20 décembre, **Marianne Bastid-Bruguière** a été l'invitée de l'Université Qinghua à Pékin pour le symposium sino-français sur « L'humanisme en Europe et en Chine », qui s'est tenu dans le cadre des manifestations du cinquantenaire des relations diplomatiques entre la France et la Chine et a marqué le lancement d'un programme de coopération avec l'Université Paris-Sorbonne dans le domaine de la littérature comparée et de la traduction. Elle y a prononcé une adresse inaugurale et une communication intitulée « L'humanisme en Europe et en Chine: comparaison et correspondances ».

Dans la presse

- **Chantal Delsol** : « Pollution, tabac, feu de cheminée : l'État, un ami qui vous veut du bien », dans *Le Figaro* du lundi 8 décembre. Extrait : « Depuis la modernité, et nous le voyons déjà chez Descartes, le salut de l'âme a été remplacé, comme projet final, par la santé du corps. Il y a contrainte insupportable quand un pouvoir s'occupe directement d'organiser le salut des âmes. Mais on peut se demander s'il n'y a pas contrainte insupportable quand un pouvoir prend entièrement sous sa coupe la santé des corps. Car la préoccupation de notre santé et de celle de notre famille, fait partie du souci du destin personnel. Et réclame notre appréciation quotidienne, que l'instance étatique n'a ni le droit ni le titre de nous voler entièrement. C'est nous qui décidons du genre de risques que nous sommes prêts à faire courir à notre enfant adolescent pour qu'il apprenne précisément ce qu'est un risque. Et s'il est juste que les pouvoirs sanctionnent des particuliers qui exagéreraient les dangers encourus, il est injuste que les pouvoirs édictent jusqu'aux détails de ce que nous pouvons ou non oser. Le soin de la santé n'est pas entièrement une science, il est largement le fruit d'un débat personnel pour peser les joies et les risques. C'est bien le rôle d'un État moderne de se préoccuper de santé publique. De lutter contre les épidémies. De combattre l'obésité ou l'alcool au volant. Mais la difficulté commence quand l'État ne pense plus qu'à ça. Quand il toise chaque objet au millimètre et réglemente chaque comportement, quand il passe son temps à compter les morts et les calories. On s'aperçoit alors qu'il ne nous reste plus aucun idéal commun, national, social. Nous ne savons plus où nous allons, ou voulons aller : vers plus de liberté, plus d'égalité, plus d'Europe – et laquelle ? Nous savons seulement, à présent, que chacun d'entre nous veut rester en vie. Et pourquoi faire ? Bien malin le lecteur qui répondra à cette question. Cette évolution correspond à celle qui nous fait passer du social au sociétal. Elle répond à la déception immense face aux idéaux collectifs du XX^e siècle. Elle traduit une forme de naturalisme inquiétant : biologie d'abord, les gènes à la place de l'âme. N'y a-t-il donc plus rien au-dessus de la vie ? Faut-il sauver la vie au prix du sens de la vie ? »

- **Jean Tirole** : « Nous avons une responsabilité envers l'Université française », dans *Le Figaro* du vendredi 19 décembre. Extrait : « En France, les universités sélectionnent par l'échec les étudiants les moins bien préparés. Les meilleurs partent souvent vers les grandes écoles ou vers l'étranger. Ce n'est pas une bonne solution. Il faut organiser l'enseignement universitaire avec des cursus de niveaux différents et des passerelles entre ces cursus, comme nous essayons de le faire à TSE depuis trois ans, avec le soutien de l'Université. L'université française doit prendre toute sa place à côté des grandes écoles. [...] Il est dommage de constater que, parfois, notre démarche partenariale est vécue comme une privatisation de l'université. Venez dans les amphis de TSE, demandez à nos étudiants s'ils ont le sentiment d'être conditionnés par telle ou telle entreprise. Nous avons démontré depuis 25 ans que, bien cadrée, la recherche partenariale peut se faire en toute indépendance, avec à la clé des avancées scientifiques notables. Les entreprises peuvent participer, en restant minoritaires, à des instances de gouvernance. Elles peuvent être associées, en définissant bien les périmètres, à l'évolution des contenus pédagogiques. Elles peuvent contribuer, via les stages ou les conférences, à donner à voir à nos étudiants la réalité de la vie professionnelle. Par contre, elles ne peuvent pas définir les projets scientifiques, exercer une censure sur les publications scientifiques, ou imposer des enseignements de complaisance. Rien de révolutionnaire à cela. Du bon sens et des idées claires sur le "qui fait quoi", rien de plus. »

- **Jean-Claude Trichet** : « Il ne faut pas attendre plus longtemps », dans *Les Échos* du lundi 8 décembre. Extrait : « Aujourd'hui, les Français à l'étranger font face à de nombreuses questions critiques à l'égard de notre pays. De nature économique : Pourquoi la croissance française est-elle si faible ? – De nature sociale : Comment pouvez-vous tolérer un chômage de masse depuis si longtemps ? – De nature conceptuelle : Pourquoi cette critique permanente de la mondialisation que les autres sociétés considèrent comme une donnée ? – De nature politico-stratégique : Comment pouvez-vous laisser à l'Allemagne seule la direction effective de l'Europe, alors que depuis la dernière guerre mondiale, c'était le couple franco-allemand qui en assurait le leadership au service de tous ? La France est aujourd'hui le pays le plus critiqué parmi les pays avancés, comme l'Angleterre l'était dans les années 1970, le Japon dans les années 1990 et comme l'Allemagne l'était encore dans la première partie des années 2000. [...] Il ne faut pas attendre plus longtemps pour diminuer résolument la dépense publique, en ligne avec le Pacte de Stabilité et de Croissance, pour mettre en œuvre les réformes structurelles indispensables, et pour adopter sans tarder une stratégie de long terme de "stabilité compétitive" visant à regagner, année après année, la compétitivité perdue au cours de ces dernières années grâce à une modération continue des revenus et des coûts. C'est ainsi que nous vaincrons durablement le chômage de masse. » - Deux autres interviews de Jean-Claude Trichet sont à lire dans le journal portugais *L'Expresso* du lundi 17 novembre et dans le journal coréen *Maeil Business Newspaper* du mardi 9 décembre.